

montant de la pension est insuffisant pour offrir un niveau de vie acceptable après la retraite.

Pourquoi ne pas étoffer le régime de pensions offert à tous les Canadiens qui touchent un revenu quelconque de leur employeur? C'est une proposition que les néo-démocrates auraient appuyée de tout coeur.

Je pense que c'est un programme que les Canadiens auraient approuvé. Une telle proposition aurait été sans effet sur les recettes mais elle aurait rapporté des fonds provenant des citoyens du pays, de leurs employeurs et des travailleurs indépendants. On pourrait ainsi accumuler un fonds qui serait investi ici même au Canada dans des projets contrôlés par les gouvernements canadiens, au lieu d'encourager les gens à acheter les actions de sociétés de fiducie ou de compagnies d'assurance susceptibles d'investir cet argent n'importe où au Canada ou même à l'étranger dans des projets que les Canadiens ne soutiendraient peut-être pas et qui échapperaient assurément au contrôle et à l'influence du gouvernement fédéral ou de n'importe quel autre gouvernement canadien.

Encore une fois, nous forçons les gens à souscrire à des régimes privés plutôt qu'au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec qui ont eu le temps de faire leurs preuves et dont on reconnaît la valeur, la bonne administration et le succès. Nous ne les avons pas améliorés, nous ne les avons pas renforcés et nous n'y avons pas injecté de fonds supplémentaires pour que tous les Canadiens aient un régime de pension auquel ils pourraient avoir recours à leur retraite et auquel ils puissent contribuer pendant qu'ils travaillent, ce qui est la manière appropriée pour les Canadiens d'accumuler des régimes de pension et pour le gouvernement de les contrôler.

Au lieu de cela, un éditorial intitulé «les changements apportés aux REER avantagent les riches», qui remonte à la première annonce de changements apportés au programme de REER, dit que le programme est si compliqué que les gens vont devoir attendre que Revenu Canada leur précise combien ils peuvent effectivement investir.

Nous sommes censés simplifier le régime fiscal. Allons donc! La dernière fois que nous l'avons simplifié, il y a deux ou trois ans, le nombre de personnes qui se sont adressées à des spécialistes pour faire leur déclaration d'impôt a augmenté de 20 p. 100, si je me souviens bien.

Initiatives ministérielles

Chaque fois que nous le simplifions, nous semblons obliger les gens à avoir recours à leurs services. Je n'ai rien contre les spécialistes qu'on engage pour préparer les déclarations d'impôt, mais manifestement nous ne prenons pas le chemin de la simplification.

Le gouvernement lui-même admet que nous devons attendre qu'il nous dise à combien s'élève le montant de notre contribution maximale. Il nous est impossible de le calculer nous-mêmes. Nous devons attendre que les ordinateurs du gouvernement le déterminent et qu'on nous fasse savoir, quand cela est possible, quelle contribution nous pouvons faire.

Est-ce une simplification? Bien au contraire. Est-ce un régime de pension équitable? Pas davantage. Est-ce un moyen équitable de retirer de l'argent à l'économie, en le prenant à ceux qui se trouvent dans les fourchettes de revenu les plus basses pour le donner à ceux qui se trouvent dans les plus élevées? C'est tout le contraire d'un régime équitable à tous les points de vue imaginables, sauf que le gouvernement continue de satisfaire aux besoins des mieux nantis de notre pays, comme il l'a fait au moyen de bien d'autres programmes et de la plupart des mesures législatives qu'il a présentés.

Si l'on en juge d'après toutes les méthodes permettant d'évaluer un système équitable et d'après tous les moyens à notre disposition pour bien satisfaire aux besoins de la population canadienne et pour nous montrer justes envers elle, on peut dire que le gouvernement trahit le peuple canadien. Le gouvernement ne mérite pas l'appui des Canadiens.

Je n'ai aucun mal à croire les résultats des sondages qui montrent que le gouvernement a perdu une bonne part de l'appui que lui accordait le peuple canadien aux dernières élections, il y a à peine 16 mois. Le gouvernement a perdu l'appui des électeurs. Il l'a perdu, l'a gaspillé et il continue de le faire en proposant des programmes contraires aux besoins, aux désirs et aux aspirations des Canadiens.

Jamais les néo-démocrates ne pourront appuyer à la Chambre des communes la version actuelle de cette mesure législative.

• (1630)

M. Fisher: Je voudrais féliciter le député de Nanaimo—Cowichan pour son excellent discours et sa très bonne analyse de la situation en ce qui a trait aux programmes gouvernementaux. Peu importe le programme